

Commission de Régulation de l'Énergie
Direction des Infrastructures et des
Réseaux de gaz
15 rue Pasquier
75 379 Paris Cedex 08

Paris, le 3 septembre 2010

Objet : Consultation publique de la CRE du 21 juillet 2010 - Tarifs et Conditions d'accès aux réseaux de transport de Gaz Naturel.

Messieurs,

Nous vous prions de trouver ci-joint la contribution de l'UNIDEN¹ à la consultation du 21 juillet 2010 concernant les tarifs et conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel.

Question 1

Etes-vous favorable à la fusion des zones Nord H et Nord B au 1^{er} avril 2013 ?

L'UNIDEN y est favorable et estime que la fusion des zones Nord H et Nord B participera à la réalisation d'une grande zone Nord, étape supplémentaire dans l'atteinte d'une seule zone en France. Il semble important que les conditions de concurrence dans la grande zone Nord soit équivalente pour tous les consommateurs et ce, sans contrainte supplémentaire pour les fournisseurs de souscription, nominations ou d'équilibrage générateurs notamment de coûts supplémentaires et donc d'une éventuelle dégradation des conditions d'une offre d'approvisionnement.

Question 2

Etes-vous favorable à la mutualisation totale du coût de conversion du gaz H en gaz B (service base uniquement) dès le 1^{er} avril 2011 ?

Lors des travaux de la Concertation, il n'est pas apparu de remarques particulières des acteurs du marché quant à une distorsion de concurrence avérée du fait du coût du service de base de conversion. Les acteurs du marché ont plutôt réagi massivement aux contraintes de nominations, souscriptions et d'équilibrage sur deux zones différentes conduisant ainsi à une désoptimisation globale du portefeuille, génératrice de surcoûts. Il ne nous semble pas que la mutualisation du coût de conversion apporte une réponse à ces préoccupations.

De plus la fusion est normalement synonyme de synergies qui doivent permettre de réduire les coûts en questions voire de les supprimer.

¹ L'UNIDEN (<http://www.uniden.fr/>) représente les industries utilisatrices d'énergie ayant des activités en France. Elle regroupe 37 membres ; représentant plus de 70 % de l'énergie utilisée par l'ensemble des industries françaises. Elle couvre une large gamme de secteurs industriels dont l'agro alimentaire, l'automobile, la chimie, les ciments et la chaux, l'électronique, les métaux ferreux et non ferreux, le papier, le transport, et le verre.

La mise en place d'un système unique de règles d'équilibrage (taille du talon, prix d'équilibrage etc) ne pourra s'appliquer que quand les conditions de fusion seront réunies sous peine d'amplifier les contraintes pour les fournisseurs de la zone B.

Par conséquent l'UNIDEN estime que tout doit être mis en œuvre rapidement pour abattre ces contraintes. L'adaptation du SI de GRT Gaz ne peut constituer un tel frein à la simplification de la structure contractuelle du Réseau.

Question 3

Quels enseignements tirez-vous des résultats de l'étude réseau menée par GRTgaz et TIGF ?

L'étude menée par GRT Gaz et TIGF sous l'égide de la DGE et de la CRE met en évidence l'absence de contraintes réelles à l'horizon 2013 entre les deux zones Sud de la France. Seul trois cas de saturations (et non de congestions) à l'interconnexion GRT Gaz Sud et TIGF ont été identifiés par les opérateurs, ces contraintes nécessitant la réalisation de plusieurs événements exceptionnels hautement improbables.

De plus, l'UNIDEN note qu'une règle opérationnelle simple permettant de traiter exceptionnellement ces cas de saturation quasi improbables, permettrait d'envisager techniquement en avril 2013 la fusion de ces deux zones et la création d'une place de marché unique au sud de la France. Cette évolution est primordiale pour les industriels français de la zone TIGF qui souhaitent bénéficier d'offres multiples et compétitives et pouvoir accéder à un PEG liquide. Elle doit d'ailleurs permettre d'améliorer la liquidité du PEG Sud en tant que place de marché unique dans le Sud. Cette fusion est susceptible de maximiser l'effet bénéfique de l'arrivée du gaz espagnol à cet horizon et doit être vu comme une nouvelle étape dans l'atteinte d'une seule grande zone en France.

L'UNIDEN insiste donc sur le fait que les risques de problèmes sont très limités et qu'une solution existe pour y pallier le cas échéant.

Un opérateur de transport ne devrait pas pouvoir s'opposer à la mise en place d'un marché transparent et liquide. Les exemples européens tels que l'Espagne (avec un gestionnaire coordonnateur) ou de l'Allemagne doivent être source d'inspiration pour nos autorités législatives et réglementaires, dans un contexte tourné vers un marché européen.

Question 4

Etes-vous favorable à une diminution du terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz Sud au 1^{er} avril 2011, si la création d'une place de marché unique au 1^{er} avril 2013 est retenue ?

L'UNIDEN estime que tout doit être mis en œuvre dans les plus brefs délais pour désenclaver la zone TIGF.

Si la mise à zéro du terme tarifaire va dans le sens d'un marché unique dans le sud, elle n'est pas une fin en soi ; elle doit être assortie de certains mécanismes permettant de lever les contraintes de nominations et d'équilibrage par zone. Outre certaines règles opérationnelles proposées par GRT Gaz, certains acteurs ont suggéré la mise en place d'un « Operational Balancing Agreement » entre les deux transporteurs ou encore la mise en place d'un opérateur commun coordonnateur. Toutes ces voies doivent être explorées dès à présent par les deux transporteurs et le régulateur, et soumises au marché. Cependant, si la création d'une seule grande zone de marché au Sud est un vecteur de compétitivité et

de développement des sites industriels du Sud, les sites industriels situés dans la zone GRTGaz Sud, qui n'étaient donc pas impactés par les termes tarifaires à l'interface TIGF/GRT Gaz, ne peuvent supporter un surcoût spécifique.

Question 5

Etes-vous favorable aux autres évolutions de la structure tarifaire envisagées ?

- Mise à zéro des termes tarifaires à l'interface TIGF/GRT Gaz Sud : l'augmentation des autres termes tarifaires sur les réseaux de TIGF et GRT Gaz résultant de la mise à zéro des termes entre les zones TIGF et GRT Gaz Sud doit être précisée. Les estimations de ces termes à l'horizon 2013 par la CRE dans la délibération du 2 juillet 2009 demeurent-elles d'actualité ?

Afin de ne pas faire supporter un coût supplémentaire aux consommateurs qui n'étaient pas impactés par les termes tarifaires à l'interface TIGF/GRT Gaz Sud, l'intégralité des effets liés à leur mise à zéro doit être affectée au terme de sortie vers l'Espagne.

- Hausse du terme tarifaire au PITS : Si l'impact sur les réseaux de gaz de nouvelles offres stockage spécifiques devait conduire à une hausse tarifaire importante, il apparaît important de s'interroger sur le type de produits offerts au marché et de comprendre à quels acteurs de marché ces nouveaux produits stockage s'adressent. Si ces nouveaux produits devaient être réservés à une catégorie très spécifique d'acteurs il conviendrait alors de faire supporter ces coûts par les bénéficiaires et d'éviter la mutualisation.

- Règles tarifaires aux PITTM : L'UNIDEN est d'accord sur les modalités proposées.

Question 6

Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière proposé par GRTgaz ?

En ce qui concerne les coûts

L'UNIDEN ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour analyser les coûts présentés par GRTgaz, que ce soit les coûts propres à GRTgaz ou les coûts Storengy, Elengy et TIGF.

En ce qui concerne la structure de l'offre

GRTgaz indique que les grandeurs les plus représentatives des contraintes induites sur le réseau par la forte modulation sont le volume modulé et l'amplitude de débit horaire.

En conséquence, l'offre doit s'appliquer aux sites fortement modulés et gros consommateur ; en cela la définition d'un seuil de volume modulé au-delà duquel l'offre est obligatoire est une bonne solution.

L'impact tarifaire de l'offre, pour chaque site, doit refléter la contrainte sur le réseau induite par ce site. Afin que le signal tarifaire soit d'autant plus corrélé aux tensions effectivement induites sur le réseau, la part fixe doit donc être minimale, afin de donner plus de poids à la part variable.

De plus, cette part fixe doit être proportionnelle à la puissance souscrite du site et non constante, afin de refléter la différence d'impact sur le réseau entre les sites de différente taille, et d'éviter l'effet de seuil pour les sites qui seraient à la limite du volume modulé rendant le service de flexibilité obligatoire.

L'application d'une franchise correspondant à un volume modulé gratuit à hauteur de 0,8 GWh par jour revient à inclure dans le tarif des coûts liés à la mise en service des CCG ; l'UNIDEN souhaite donc qu'il n'y ait pas de franchise dans l'offre de flexibilité infra-journalière à destination des CCG.

Question 7

Etes-vous favorable à la répercussion des coûts supplémentaires liés à la flexibilité infra-journalière aux sites fortement modulés à travers un service spécifique ?

Les travaux réalisés par GRTgaz pour simuler l'impact sur le réseau de l'arrivée des nouvelles unités de production électrique de type cycle combiné (CCG) indiquent un doublement du besoin en flexibilité infra-journalière.

Les surcoûts induits sont donc directement imputables à ces nouveaux sites forts consommateurs de modulation infra-journalière.

Par conséquent, L'UNIDEN ne peut concevoir que ces coûts soient supportés par l'ensemble des clients via le tarif. Ces surcoûts doivent nécessairement être pris en charge par les clients du GRTgaz qui les induisent. En cela, mettre en place un service de flexibilité infra-journalière couvrant ces coûts, obligatoire pour les CCG, semble être une bonne solution.

L'UNIDEN estime que les profils des sites industriels qui ont toujours contribué à la bonne stabilité des enlèvements, plus encore avec l'arrivée des CCG, ne peuvent en aucun cas être soumis à des contraintes plus fortes alors même qu'ils sont générateurs d'un lissage bienfaiteur.

De façon générale il est important que le principe « perturbateur = payeur » s'applique.

Question 8

Que pensez-vous du seuil de 0,8 GWh de volume modulé journalier moyen proposé par GRTgaz pour l'application du service de flexibilité infra-journalière ?

Ce seuil exclut les sites industriels principaux de l'UNIDEN. Il faut donc le conserver à ce niveau afin que les sites d'industriels, qui, à la marge, ont besoin de flexibilité infra-journalière pour leur process, restent exclus de ce mécanisme.

Question 9

Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière envisagé par la CRE ?

Les sites industriels ne doivent pas supporter de coûts liés à la mise en service des CCG ; l'UNIDEN souhaite donc qu'il n'y ait pas de franchise dans l'offre de flexibilité infra-journalière à destination des CCG.

L'UNIDEN approuve la proposition de la CRE de réduire la part fixe.

De plus, cette part fixe doit être proportionnelle à la puissance souscrite du site et non constante, afin de refléter la différence d'impact sur le réseau entre les sites de différente taille, et d'éviter l'effet de seuil pour les sites qui seraient à la limite du volume modulé rendant le service de flexibilité obligatoire.

L'UNIDEN suggère donc, dans la proposition de service de flexibilité infra-journalière de la CRE, de remplacer la part fixe de 200.000 € /site par une part fixe proportionnelle à la Puissance souscrite du site.

Question 10

Etes-vous favorable à la définition de deux services distincts, un service de flexibilité infrajournalière pour la programmation la veille pour le lendemain et un service pour les renominations

Le processus de programmation la veille pour le lendemain et le processus de renomination en cours de journée pourraient être considérés comme deux services complémentaires, suivant des règles opérationnelles distinctes mais faisant partie de la même offre.

Question 11

Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz concernant l'évolution du système d'équilibrage sur son réseau de transport ?

L'UNIDEN n'est pas opposée à une évolution vers un système d'équilibrage de marché sous réserve toutefois que les expéditeurs disposent de retransmission d'informations fiables en temps réel des consommations des sites. Il faut effectivement éviter que des primes de risque se retrouvent dans les offres au client final du fait des incertitudes dans le pilotage des flux par les expéditeurs.

Ainsi il ne semble pas acceptable de faire évoluer le système vers une pure logique de marché tant que les expéditeurs ne peuvent disposer des données de consommation horaire des clients T4 en cours de journée.

Il semble important de mettre en œuvre préalablement la fiabilisation des données. L'UNIDEN est opposée à une nouvelle étude coûteuse sur les tolérances qui n'apporterait que peu d'éléments nouveaux par rapport à l'étude de 2008. Il faut plutôt privilégier la mise en place de ressources visant à fiabiliser les informations de données de consommation

Enfin, l'UNIDEN n'est pas favorable à l'introduction d'une incitation fondée sur le sens du déséquilibre global du réseau dans la mécanique de prix du règlement des déséquilibres. En effet, la simple observation de cette direction n'entraîne pas sa maîtrise pour un expéditeur donné et par conséquent peut conduire à des effets pervers tels que des prises de position unidirectionnelles de l'ensemble des acteurs au même moment.

Il est important qu'en passant à un équilibrage marché il n'y ait pas de perte de foisonnement. Le système actuel, dans les conditions actuelles, fonctionne bien. Par un passage à un équilibrage de marché aucun surcoût pour les consommateurs ne pourrait donc être justifié, le système devant continuer de refléter les coûts réels.

Question 12

Que pensez-vous de la position de TIGF concernant le système d'équilibrage sur son réseau de transport ?

Dans le contexte actuel le recours au marché sur une zone enclavée ne peut représenter une solution adaptée.

L'UNIDEN rappelle ses réponses aux questions 3 et 4 de la présente consultation en faveur d'une seule grande zone Sud. Ainsi, l'application d'une règle homogène au niveau du système d'équilibrage présente un sens.

Question 13

Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

2.1.2 Demande de GRTgaz

Dans un contexte où les entreprises industrielles sortent à peine d'une période de récession sans précédent, avec des difficultés accrues, une pression concurrentielle encore plus forte et une inflation annoncée à 1,2%, l'UNIDEN compte sur la CRE pour inciter GRT Gaz à faire des efforts de productivité afin de limiter la hausse du revenu autorisé et pour benchmarker les surcoûts prévus.

Claire BERTRAND

Présidente de la Commission Pétrole Gaz